



Rentrée intolérable : les AESH ne veulent plus subir et s'organisent !



Le ministre Blanquer annonçait une rentrée 2019 “sous le signe de la maturité et de la réussite” en ce qui concerne la scolarisation des élèves en situation de handicap et leurs Accompagnant.es d'Elèves en Situation de Handicap (AESH). En réalité, beaucoup d'AESH se retrouvent aujourd'hui sans salaire, sans contrat, avec des acomptes indécents, une attente insupportable de leurs documents administratifs et des services de gestion souvent injoignables ou débordés.

Alors que la nouvelle circulaire devait un peu reconnaître leur travail invisible, les rectorats cherchent à l'occasion de son application à revenir sur des droits acquis (pause, récréation, ...) ou ont une fausse interprétation de celle-ci, visant à augmenter le temps de travail des AESH sans augmenter leur salaire.

Dans le même temps, la mise en place des PIALS aggrave les retards administratifs. Avec la poursuite de la mutualisation forcée des moyens AESH pour gérer le manque de recrutements, les conditions de travail des AESH se dégradent de plus en plus.

Cette situation est le résultat d'une politique ministérielle qui maintient les AESH dans une précarité maximale depuis des années.

Ces situations, ce traitement indigne, les AESH ne l'acceptent plus. Depuis la rentrée, un peu partout en France, les AESH s'organisent et se mobilisent. Accompagnées par la **CGT Éduc'action** ou en intersyndicale, des audiences, des interpellations des médiateurs et rectorats ont été faites, des rassemblements organisés, comme à Amiens, Dijon, Paris, Orléans, Versailles, Créteil, Toulouse, Aix-Marseille et Montpellier...

À partir du 3 octobre, à l'ÉREA d'Eysines dans l'académie de Bordeaux, la dégradation de leurs conditions de travail a amené les AESH à entrer en grève reconductible. Un rassemblement le 9 octobre a permis d'élargir leur mobilisation dans l'académie.

Mercredi 9 octobre, à Rouen, les AESH se rassemblaient au rectorat et déposaient une alerte sociale sur leur situation. Cela suivait d'autres mobilisations dans d'autres localités de l'académie.

Jeudi 10 octobre, ils étaient nombreux·ses à être en grève dans l'académie de Lyon pour dénoncer les conditions de rentrée inacceptables et pour les revendications des AESH.

Ce ne sont que quelques exemples des actions et mobilisations qui se développent sur le territoire.

La CGT Éduc'action soutient ces actions et mobilisations et appelle à les développer dans toutes les académies et départements pour gagner le respect des droits des AESH, avec une véritable augmentation de salaire et un statut de fonctionnaire.

À l'initiative de la **CGT Éduc'action** une intersyndicale nationale se réunit dans les prochains jours.

Montreuil, le 11 octobre 2019